

# LE DRAPEAU

Journal politique quotidien

ADMINISTRATION

9, Rue D'ABOUKIR, 9.

BUREAU DE VENTE : 13, RUE DU CROISSANT, 13.

RÉDACTION

9, Rue D'ABOUKIR, 9.

PARIS, 18 MARS 1871.

Le drapeau noir abritera de ses plis les mutilés et les proscrits : liés à la hampe, ils crieront jusqu'à la mort.

Quelques furieux iront donnant des coups de baïonnette dans les voiles. — Mais parce que six voiles sont crevées, la tempête n'est pas vaincue.

La sombre bannière claque toujours au sommet du grand mât et des nuages rouges pèsent sur l'horizon.

Douleur sans nom ! les boulets prussiens ont fait dans le vaisseau des trous à laisser passer tout l'honneur de la patrie, l'équipage a été affamé, lardé, fouetté par l'orgueil ennemi. Il reste un radeau qui flotte entre des rochers, sous le ciel méchant, — et voilà qu'un capitaine d'armes fait jeter, ficelée et bâillonnée dans l'entrepont, une escouade de matelots !

Sous les cordes et sous le bâillon, les matelots se soulèvent encore ; ils demandent grâce pour la patrie et réclament la fraternité pendant le temps de la tempête !

Silence ! dit la voix d'un soldat.

Silence !

Mais nous pouvions signaler des écueils, faire reculer l'orage, ce n'est pas trop de tous à la manœuvre !

— Silence !... — Nous parlerons jusqu'à la fin. Mais si nous succombons à la tâche, le péril sera encore debout et notre espérance toujours vivante ! Vous ne ferez pas taire le vent, et vous n'aveuglerez pas notre étoile !

LA RÉDACTION.

## UN CRIMINEL DE BELLEVILLE

Revenons un peu en arrière.

Le 31 octobre est jugé.

Un tribunal de soldats a acquitté tous ceux qui, au nom du traité conclu dans cette nuit au dénoûment sinistre, n'auraient jamais dû être arrêtés ni poursuivis.

L'épée des juges du conseil de guerre a souffleté les parjures de l'Hôtel de ville, et elle les cloue, lâches et vils, au pilori de l'histoire.

Il n'y a eu, en dehors des contumaces toujours condamnés, que deux accusés frappés, Goupil et moi ; nous le sommes pour des faits que ne pouvait couvrir la convention.

Je suis heureux de mon malheur, parce qu'il sert à la honte de l'Hôtel de ville et à la glorification des insurgés.

Merci, au nom de mes amis.

C'est comme homme de la Villette et de Belleville que j'ai été condamné.

Merci encore !

Nous nous trouvâmes quatre mécréants sur la place publique, le 6 septembre : Oudet, Ranvier, Mallet et moi, tous les quatre des assommés, des bâillonnés et des affamés de l'empire.

Il pleuvait ; la pluie refroidissait déjà les larmes dans les yeux des républicains levés vers l'horizon. Nous avions de la mélancolie plein le cœur, et il y avait des brouillards plein le ciel. On regrettait presque la mansarde tranquille de l'exil, la cellule pavée de briques rouges, le bureau pauvre du journal toujours menacé, mais toujours menaçant, en face de cet Hôtel de ville muet et triste, d'où ne s'échappaient pas les cris qui soulèvent les peuples et hurlent la victoire.

Au nom de la patrie en danger, pas un coup de tambour et pas une sonnerie de clairon !

La place était pleine de monde, mais elle était aussi silencieuse et morne : quelques isolés seulement criaient : « Mort à l'ennemi ! »

Nous nous éloignâmes désespérés et l'on remonta vers Belleville.

Là, peut-être, sur cette terre classique de la révolte, dans ce pays du travail pénible, on était prêt à la bataille et l'on voulait mourir pour la patrie. Il fallait tâter le pouls des plébéiens.

On courut à travers les rues, cherchant une salle où convoquer le peuple ; il n'y avait pas d'argent pour payer le loyer d'un soir, ni pour mettre de l'huile dans des lampes.

On s'empara d'un café, je crois, en promettant au patron de lui donner comme

recette les sous qui tomberaient dans une corbeille : il prêta sa salle, fournit le gaz.

Nous allâmes à la plus prochaine caserne, et l'on ramena un clairon.

— Monte sur cette chaise, dit Oudet, et sonne pour la Révolution !

Il sonna, et le peuple de Belleville fut prévenu que l'on parlerait, ce soir-là, aux Folies-Desnoyers, de la République et de la guerre.

On en parla.

Je sortis de ce club, frémissant d'émotion et d'espoir.

Tandis que nous étions à la tribune, un coup de feu avait été tiré, et soudain des armes étaient sorties de toutes les poches. On croyait à une attaque des soudards de l'empire non désarmés, et l'on allait crânement engager la bataille, à coups de pistolet ou de couteau. Les armes disparurent sur un signe, dès qu'il fut entendu qu'il n'y avait pas à se battre.

Cet enthousiasme, ce courage, ce calme, tout cela frappait ma raison et mon cœur. Je résolus de vivre au milieu de ce peuple et de choisir ce coin noir pour patrie.

J'ai vécu là deux mois moins six jours ; — on me fait payer par six mois de prison ce temps d'émotions généreuses et honnêtes. C'est injuste, mais ce n'est pas cher.

J'ai pu voir de près cette population vaillante au moment du tumulte, et je suis autorisé pour la défendre.

Eh bien ! pendant ces jours où la baïonnette était reine, y a-t-il eu jamais attentat contre un homme, coup de pillage contre une maison !

Non, ce faubourg calomnié a gardé tout le temps une calme et superbe attitude ; sa torche a brillé, claire et vive comme une étoile.

Les factieux ont été ceux qui devaient faire l'ordre, panser les plaies, élever l'âme et soutenir le courage de cette foule, tout d'un coup livrée à la famine et promise par la guerre à la mort.

Il y a eu sur ces hauteurs de Belleville et de la Villette, des hommes dont la sottise et la cruauté ont été pour les pauvres une perpétuelle injure et un éternel danger.

Ce sont les révolutionnaires qui conjurèrent la tempête.

Que de fois, j'ai dû empêcher des com-

pagnies en armes, des femmes en fureur, des pauvres en délire, d'aller cerner cette mairie, d'où est partie la dénonciation qui va pendant six mois m'obliger à vivre proscrit ou prisonnier !

J'en appelle à tous, à ceux mêmes qui auraient tourné leurs fusils contre nous, un jour de bataille sociale, comme à ceux qui nous auraient fait l'honneur de combattre avec nous, la révolution a-t-elle, dans ces quartiers maudits, commis un crime, une faute, moins que cela, une brutalité ? Citoyens du 191<sup>e</sup>, hommes d'honneur, j'en appelle à vous ! j'en appelle à vous tous, soldats des bataillons bourgeois ou plébéiens !

Il faut que Paris le sache, et que la France tout entière le sache aussi ! Ce Belleville désigné à toutes les colères, à toutes les haines, et qu'on ferait volontiers même échançrer par le canon prussien, c'est un pays où l'on aime à sentir près de soi son fusil, mais c'est un pays honnête, où l'on travaille dur quand il y a de l'ouvrage, et qui ne se fâche justement que quand la besogne manque ou que le déshonneur déborde !

J'ai six mois de prison pour avoir dans ce pays-là, la nuit du 31 octobre, prêté à la Commune et avoir maintenu l'ordre autour de ce drapeau de la révolution. Le jugement ajoute que j'ai séquestré un maire ! Si je ne l'avais pas séquestré, il pouvait passer un quart d'heure qui lui aurait paru plus long que mes six mois.

Va pour six mois ! — Ils me laisseront à Paris, je pense, et je pourrai de mes fenêtres, voir la sentinelle qui veille autour des canons, là-haut au sommet du faubourg.

JULES VALLÈS.

Cet article est écrit depuis quelques jours. Notre ami J. Vallès nous l'a laissé, en partant pour Bruxelles, où il est actuellement, et nous nous faisons un devoir de le reproduire.

Nous sommes heureux d'apprendre à nos lecteurs que le citoyen Vallès nous a promis sa collaboration quotidienne.

## ÉCHOS ET NOUVELLES

Le gouvernement, qui n'est ni peuple ni petit bourgeois, trouve le moyen de mécontenter tout le monde.

Voyez !

Un très-grand nombre de négociants, commerçants et industriels, réunis en assemblée générale au palais de la Bourse, le 14 courant, ont voté, à l'unanimité, une protestation contre la loi sur les échéances, promulguée le 13 mars.

On trouvera chez les membres de la commission, des exemplaires de cette protestation, qu'il sera nécessaire de signer et faire signer, dans le plus bref délai, par tous les intéressés.

Pauvres législateurs ! C'est à la question des loyers que nous vous attendons.

A partir d'aujourd'hui mercredi tous les secteurs de Paris sont supprimés.

Les officiers ne recevront plus que la demi-solde.

L'armée de Paris est mise en non-activité afin de procéder à une formation nouvelle des cadres.

La Liberté annonce la nomination probable de M. Dorian aux fonctions de maire de Paris.

Lors de l'armistice, l'administration de la guerre avait livré aux Prussiens 12,000 chassepots de trop : ceci n'a rien de surprenant.

Elle vient de s'en apercevoir et les a réclamés : ce qu'il y a d'étonnant, c'est que les Prussiens les ont rendus !

Nous ne trouvons pas si cela étonnant. Les Bismark et de Moltke donneront toutes les armes qu'on leur demandera, si on leur promet de s'en servir contre le peuple.

Le maréchal Canrobert, les généraux Wimpffen et Ladmirault reviennent en France.

Naturellement, puisqu'on réorganise l'armée.

M. le général Valentin est nommé préfet de police.

M. Valentin était jadis, avant que M. Trochu l'ait promu au grade de général de brigade, colonel de la garde de Paris...

Le Siècle raconte « qu'à l'époque où les fameuses « blouses blanches » de M. Piétri voulaient faire croire à Paris qu'il était en insurrection, le colonel Valentin se distingua par une certaine énergie contre la foule qui regardait tomber les kiosques sous les coups des insurgés payés par la préfecture de police...

Ces titres ne sont peut-être pas suffisants

Quatorze nominations de préfets en province ont été signées hier. La préfecture de Lyon aurait été offerte à M. de Kératry.

M. de Kératry ne peut accepter cette préfecture. Il a quitté lui-même celle de Paris en avouant que la préfecture de police était incompatible avec le gouvernement de la République.

Soyez logique, au moins.

Marseille, 14 mars.

Les ouvriers huiliers et les balayeurs des rues se sont mis en grève.

## CRUELLES VÉRITÉS

Peuple, prépare-toi à souffrir encore.

Nous disons Peuple parce que tout le monde n'en est pas ; parce que les aristocrates forment une secte à part, les bourgeois une autre et que nous voulons faire une distinction.

Il n'est que le peuple qui souffre, lui seul nous intéresse et nous lui devons la vérité tout entière.

La guerre en France et le siège de Paris sont venus accroître ses maux et sa misère ;

il mangeait déjà peu sous l'empire, il ne devait plus manger du tout sous le gouvernement de la défense nationale.

Eux, les aristocrates et les bourgeois, ces éternels privilégiés, devaient trouver encore chez les restaurateurs prévoyants et dans les caves de leurs fournisseurs brevetés de quoi boire et manger copieusement, le tout étant de pouvoir y mettre le prix.

On entendait fort bien les mauvaises plaisanteries et les gros éclats de rire des gens qui riaient, la bouche pleine, et le champagne sur les lèvres, et cependant, ceux qu'on a surnommés les rouges et qu'on dit si méchants, passaient sans rien dire et s'en allaient au large ronger leur morceau de pain d'avoine et rien dessus, pas même la couche d'ail classique des crève-la-faim.

Donc nous le répétons : le peuple doit se préparer à souffrir encore.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que nous sommes des oiseaux de mauvais augure, que nous prêchons le mal et le désordre ou que nous semons la désolation. Allons donc ! ce sont les égoïstes, ce sont ceux qui n'ont jamais eu ni faim ni froid qui causent le mal et le désordre en gardant tout pour eux. Aussi ne veulent-ils pas que nous le disions à ceux qui n'ont rien que leurs deux yeux pour pleurer.

Ceux qui ont dit au peuple que ses maux finiraient avec la capitulation l'ont trompé.

Étant donnée la guerre que nous n'admettons pas, mais que nous devons subir, le salut de tous était dans la victoire et non dans la capitulation à outrance. Aussi, prévoyons-nous de nouveaux malheurs, de nouvelles calamités.

C'est donc au peuple de s'y résigner, d'avoir confiance en l'avenir et de n'en pas accuser la République, mais les hommes.

Quant à ceux qui prétendent nous gouverner, qu'ils profitent des conseils que nous leurs donnons, s'ils en sont capables, et qu'ils s'apprentent à parer de leur mieux à des calamités certaines, s'il en est temps encore.

Si, pour nous, les souffrances du peuple n'étaient au-dessus de tout, nous laisserions, certes, rouler dans l'abîme qu'ils ont préparé eux-mêmes, ces hommes orgueilleux et méchants qui n'ont pour nous que de la haine, des bâillons et des juges...

Voici ce que nous disons : La guerre est finie, mais la misère commence.

Cette année, la besogne n'ira pas, parce que l'argent manquera, parce que les riches s'en iront avec leur magot, parce que l'industrie est tuée en France.

Parce que les grands manufacturiers conspireront contre la République en laissant les ouvriers sur le pavé et leurs usines fermées.

De là, misère.

Cette année, le pain sera cher, parce que les granges sont vides et les fermes pillées, parce que nos provisions sont épuisées, parce qu'on n'a pas pu semer à temps et que nous aurons des masses de terrains en friche, parce que les paysans ruinés n'ont pas eu le premier sou pour acheter des grains de semence.

Parce qu'au lieu de seigle et de froment, dans les plaines fertiles de cette belle France, deux coquins couronnés ont voulu semer du sang et des cadavres.

Mais de ce que vivent les rois et les corbeaux les peuples en meurent !

Cette année, la viande sera rare et hors de prix ; le travailleur ne mettra pas souvent le pot-au-feu, les enfants auront peu de lait et peu de bouillon gras, parce que les bœufs ont été réquisitionnés et que le peu qui nous reste, est atteint d'un mal étrange que les savants nomment le typhus, mais que nous, plus naïfs, nous sommes tentés d'appeler empoisonnement.

De là, famine.

Maintenant, ne l'oubliez pas, la guerre a des suites terribles, inévitables. Elle traîne après elle tous les fléaux. Tant de sang répandu et de cadavres enfouis ne fécondent pas la terre, ne purifient pas l'air. Au lieu de blés et de seigles, le soleil des premiers jours de juin fera sortir de nos sillons stériles des émanations mortelles.

Nous tomberons comme les bœufs. Les savants chercheront de nouveau un nom à cette hideuse épidémie, que nous, nous appellerons de suite, en langage vulgaire : La peste.

Et pendant ce temps, les ennemis de la République se froteront les mains ; ils guetteront, sous le beau ciel de l'Italie, l'heure de nous tomber dessus et de nous poser un maître sous la gorge.

Ah ! ne venez pas dire que nous exagérons le péril. Le midi seul est intact, et seul le midi ne peut subvenir aux besoins de toute la France, ni nous recevoir tous en cas d'émigration.

La France est bien ruinée pour longtemps.

Est ce que la prospérité peut renaître de sitôt au milieu de villages détruits, de villes bombardées et pillées, de champs ravagés, de familles sans asile ? Non, vous aurez cette année des troupeaux de pauvres errant sur les routes, des orphelins et des veuves, des estropiés et des vieillards qui tendront la main à tous les coins de rue. Il y en aura tant et tant, qu'il vous sera impossible d'interdire la mendicité.

Il y en aura tant, que nous prévoyons cette grande insurrection qui menace le monde depuis des siècles : l'insurrection des pauvres, des déshérités, des parias ! L'insurrection de la faim ayant pour maître les entrailles !

Insurrection terrible qui ne reculera alors ni devant les menaces, ni devant les canons, parce qu'il lui faudra une solution : la vie ou la mort !

Ah ! c'est la mort dans le cœur que nous disons au peuple qu'il doit se préparer à souffrir encore.

C'est la sueur au front que nous songeons à tout cela, et que nous crions aux hommes qui prétendent nous gouverner :

Etes-vous prêts à conjurer cette trinité sinistre : La famine, la peste, l'insurrection de la faim ?

J. B. CLÉMENT.

## LA PROCLAMATION DU CITOYEN BLANQUI

Citoyens,

« Le 4 septembre, un groupe d'individus qui, sous l'empire, s'étaient créés une popula-

rité facile, s'étaient emparés du pouvoir. A la faveur de l'indignation générale, ils s'étaient substitués au gouvernement pourri qui venait de tomber à Sedan. Ces hommes étaient pour la plupart les bourreaux de la République de 1848. Cependant, à la faveur du premier moment de surprise, ils se sacrèrent arbitres de la destinée de la France. Les vrais républicains, ceux qui, sous tous les gouvernements, avaient souffert pour leurs croyances, virent avec douleur cette usurpation des droits de la nation. Pourtant le temps pressait, l'ennemi approchait ; pour ne pas diviser la nation, chacun se mit de toutes ses forces à l'œuvre de salut. Espérant que l'expérience avait appris quelque chose à ceux qui avaient été pour ainsi dire les créatures de l'empire, les républicains les plus purs acceptèrent sans murmurer de servir sous eux, au nom de la République.

« Qu'arriva-t-il ? Après avoir distribué à leurs amis toutes les places où ils ne conservaient pas les bonapartistes, ces hommes se croisèrent les bras et crurent avoir sauvé la France. En même temps l'ennemi enserrait Paris d'une façon de plus en plus inexorable, et c'était par de fausses dépêches, par de fallacieuses promesses que le gouvernement répondait à toutes les demandes d'éclaircissements.

« L'ennemi continuait à élever ses batteries et ses travaux de toute sorte, et, à Paris, trois cent mille citoyens restaient sans armes et sans ouvrage, et bientôt sans pain, sur le pavé de la capitale.

« Le péril était imminent, il fallait le conjurer. Or, au gouvernement issu d'une surprise, il fallait substituer la Commune, issue du suffrage universel. De là le mouvement du 31 octobre. Plus honnêtes que ceux qui ont eu l'audace de se faire appeler le gouvernement des honnêtes gens, les républicains n'avaient pas ce jour-là l'intention d'usurper le pouvoir. C'est au peuple, réuni librement devant les urnes électorales, qu'ils en appelaient du gouvernement incapable, lâche et traître. Au gouvernement issu de la surprise et de l'émotion populaire, ils voulaient substituer le gouvernement issu du suffrage universel.

Citoyens,

« C'est là notre crime. Et ceux qui n'ont pas craint de livrer Paris à l'ennemi avec sa garnison intacte, ses forts debout, ses murailles sans brèche, ont trouvé des hommes pour nous condamner à la peine capitale.

« On ne meurt pas toujours de pareilles sentences. Souvent on sort de ces épreuves plus grand et plus pur. Si l'on meurt, l'histoire impartiale vous met tôt ou tard au-dessus des bourreaux qui, en atteignant l'homme, n'ont cherché qu'à tuer le principe.

Citoyens,

« Les hommes ne sont rien, les principes seuls sont immortels. Confiant dans la grandeur et dans la justice de notre cause, nous en appelons du jugement qui nous frappe au jugement du monde entier et de la postérité. C'est lui qui, si nous succombons, fera, comme toujours, un piédestal glorieux aux martyrs de l'échafaud infamant élevé par le despotisme ou la réaction.

« Vive la République !

« BLANQUI. »

## SOCIALISME

Donc, nous sommes encore une fois écrasés sous le même désastre.

Des hauteurs sublimes où nous avait élevés la résurrection du 4 septembre, nous revoilà misérablement retombés au bas de la même pente, au fond du même abîme, — et retombés côte à côte avec la nation démembrée.

Ecrasés en six mois, — quarante millions d'hommes !

Ecroulé en six mois, — l'avenir de la patrie, l'avenir du monde !

Franchement, est-ce croyable ?

Eh quoi !... Du 20 juin 1789 au 4 septembre 1870, — quatre fois en quatre-vingt-deux ans, — nous avons, au prix de notre liberté, de notre vie, de notre honneur, arraché la France à l'étreinte monarchique, et cette même France, rachetée quatre fois, râle aujourd'hui plus que jamais, sous les mêmes étreintes ! Après dix-huit ans d'empire, la France de 1871 retombe sous la mitraille de Moltke, comme la France de 1815, après onze ans d'empire, était tombée sous la mitraille de Wellington. — Et voilà qu'elle retombe tronquée, mutilée, mourante, et ruinée pour cinquante ans !

Se peut-il, décidément, que tout soit là, à cette heure, sous les pieds de Bismark, — passé, présent, avenir ?

Se peut-il, en vérité, que Danton mourant sur son échafaud, et Baudin sur sa barricade, soient morts inutilement, comme le mendiant qui s'éteint au bord d'un fossé ?

Eh bien ! oui, nous avons fait besogne stérile pendant quatre-vingt-deux ans. Eh bien ! oui, nous avons fait fausse route et manœuvré en plein écueil, Pauvres insensés qui avons brisé les rois sans briser la royauté, détruit les privilèges sans détruire les privilégiés, effacé les symboles en épargnant la réalité ! — Pauvres fous qui avons chassé les hommes et gardé les institutions, tué la bête sans annihiler le venin !

Naïfs réformateurs, misérables justiciers de hasard, nous avons, en des jours de fièvre et d'enthousiasme, jugé les monarches criminels. Mais, le lendemain du verdict, nous avons chaque fois bâti notre République sur les pierres mêmes de la royauté. Nous avons chassé le semeur qui jetait l'ivraie dans nos sillons... Mais nous avons réservé la graine, et nous l'avons semée nous-mêmes le lendemain.

Monstrueuse inconséquence !

Et voyez l'interminable série de nos révolutions avortées !... — « Capet est mort ; vive la République ! » Allons donc !... voilà Bonaparte ! — « Charles X est en fuite ; vive la République ! » — Vous riez, citoyens ? Voyez Louis-Philippe !... — « Louis-Philippe est détrôné ; vive la République ! » Erreur, vous dis-je, nous n'avons pas touché à la royauté, et voilà Napoléon.

Dis-moi, que t'ont fait, peuple, ces disparitions fulgurantes de rois ? Enivré, affolé, épouvanté de ta puissance souveraine, tu t'es jeté, le jour même, dans les bras de républicains que le monarchisme, toujours vivant, pourrissait le jour même, et, le lendemain, ta République bâtarde, redevenue monarchie, avait pour tes revendications les chassepots de décembre et pour tes plaintes les cachots de Lambessa.

Pauvre République, pas même née encore ! et pas même connue !...

Allons ! à l'œuvre, cette fois, — à l'œuvre nouvelle !...

Socialisme, citoyens ! socialisme !

Soyons socialistes, à la fin, c'est-à-dire changeons les bases de l'organisation sociale, ses rouages, ses institutions, ses lois, ses besoins, son fonctionnement. Bâtissons un monde nouveau. Semons la liberté, affranchissons le travail, créons l'égalité, répandons à pleines mains les lumières, la raison, la justice, la vérité. Guerre aux privilèges ! Guerre à l'exploitation ! Guerre à l'ignorance, à la misère, au servilisme !... — Au lieu de déchirer l'épine des ronces, arrache la racine, laboureur.

Seulement, hâtons-nous. La patrie sombre à mesure, et nous sommes usés par ces efforts suprêmes, toujours renouvelés et toujours inutiles. Soyons calmes, résolus, inébranlables. Car nous avons à sauver l'avenir, — s'il y a encore chance de le sauver.

Quatre révolutions, et toujours la monarchie ?... — Alerte, citoyens..., à nos armes !... Nous ne nous sommes jusqu'à cette heure battus qu'à coups de fusil, battons-nous donc un peu à coups d'outil et à coups d'idée.

Socialisme, vous dis-je ! c'est-à-dire, encore une fois, — changement de la vieille organisation sociale ; — mais changement intégral, absolu, radical...

L'avenir est là, — s'il nous reste un avenir.

CASIMIR BOUIS.

### LA CATASTROPHE DE CHAMBÉRY.

Le gouvernement a reçu de Chambéry, par dépêche, la nouvelle suivante :

Un épouvantable accident vient d'avoir lieu. La cartouchière a sauté ce matin à onze heures. La cause de l'explosion est inconnue. Il n'y avait dans l'atelier que la quantité de poudre nécessaire pour la fabrication du jour. Cependant, les effets de l'explosion ont été terribles : dix-huit personnes ont été tuées, parmi lesquelles M. Godard, garde-mine, chef de l'atelier. Les blessés sont au nombre de quarante environ, dont plusieurs très-grièvement atteints. La justice informe.

On nous communique la lettre suivante :

Pélagie, 16 mars 1871.

Citoyen rédacteur,

Nous venons porter à votre connaissance la façon dont sont traités les prévenus du 22 janvier, et vous demander, pour ces quelques lignes, l'hospitalité de votre journal.

Conduits de prison en prison (après Vincennes, la Santé, et pour terminer, Pélagie), il paraît que ce n'est pas assez. Il paraît qu'on a résolu de mettre notre courage à une plus dure épreuve, en nous retirant le peu de nourriture que l'on nous donnait.

Voici quel était notre régime depuis notre arrivée à Pélagie : le matin, un peu de mauvais bouillon, un petit morceau de viande ; le soir, une cuillerée à potage de légumes, et pour la journée six cents grammes de pain d'une qualité inférieure et un demi-litre de vin.

Ce régime n'est pas des meilleurs, mais il était supportable et l'on ne s'en était pas plaint.

Depuis mercredi 5 courant, le directeur nous a fait signifier qu'à partir de ce jour nous n'aurions droit à la viande que le jeudi et le dimanche, et que le vin n'était totalement supprimé.

Nous sommes assimilés aux voleurs.

Nous en appelons à votre conscience. En aucun temps, les détenus politiques n'ont été traités de cette façon ; et maintenant si l'on considère que nous ne sommes que prévenus et que jusqu'à notre jugement nous sommes réputés innocents, est-il juste que des hommes réputés innocents soient soumis à un semblable régime alimentaire ?

N'était-il pas déjà assez dur de subir une détention préventive dont le terme n'est pas encore fixé, et qui dure depuis près de deux mois ?

Salut et fraternité.

E. MOUCHON. — COURIÈRE. — FERRE. — DESSALLE. — PÉLISSON. — FOURMY. — J. SALMON. — SIMON. — EMMANUEL.

### TRIBUNE DES LOCATAIRES

Nous nous proposons d'ouvrir dans nos colonnes une TRIBUNE DES LOCATAIRES, destinée à recevoir toutes les réclamations et toutes les communications relatives à cette question des loyers, plus que jamais palpitante et moins que jamais résolue...

Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs, que nous l'inaugurerons par une série d'articles de notre ami, le citoyen Lefrançais.

Si le pauvre vient quelquefois se plaindre chez nous des misères qu'il endure, il sait aussi nous apporter des nouvelles qui réjouissent le cœur et nous réconcilient avec la classe des heureux.

On nous apprend que M. Dupuis, propriétaire, rue Riquet, 75, à la Chapelle, vient de faire la remise entière de deux termes à ses locataires.

Nous félicitons M. Dupuis ; que beaucoup de propriétaires l'imitent, et ils seront vraiment les amis de l'ordre.

### L'ARMÉE

#### SOUS LA RÉPUBLIQUE

Nous recevons la lettre suivante, que nous insérons sans commentaires :

Citoyen rédacteur,

Je vous serais obligé de vouloir bien publier la lettre ci-dessous que je viens d'adresser au ministre de la guerre pour faire cesser les abus que commettent les hobereaux de l'armée française envers leurs soldats.

Salut et fraternité !

SOMMER,

Soldat au 88<sup>e</sup> de marche.

Monsieur le ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, après en avoir donné avis à mon colonel, que, dans la journée du 6 mars dernier, le 88<sup>e</sup> de marche, dont je fais partie, se dirigeant sur Paris et passant à Rouen, j'ai été

frappé, sans aucun motif, en présence des employés de la gare et du poste prussien, de plusieurs coups de cravache par le capitaine adjudant-major Sager.

Je peux, appuyé par le témoignage d'un grand nombre de sous-officiers, caporaux et soldats, avancer que, étant descendu du train pour satisfaire à un besoin, j'ai été cinglé de cinq coups de cravache par le capitaine adjudant-major.

J'espère, monsieur le ministre, que vous prendrez ma plainte en considération. Je n'avance rien qui ne soit vrai ; je peux produire de nombreux témoins et prouver que je n'ai mérité en rien un traitement que le sentiment de l'honneur national doit réprouver. La honte ne retombe pas sur moi seul, elle rejait sur tout le régiment, sur toute l'armée, et lorsque l'ennemi sera rentré chez lui, il sera en droit de dire que les soldats français sont menés à la cravache.

Agréez, monsieur le ministre, mon profond respect.

SOMMER,

Soldat au 88<sup>e</sup> de marche.

Nous apprenons, d'un autre côté, que les quatre mille hommes de l'armée du Nord qui sont arrivés mercredi à Paris ont dû bivouaquer en plein air dans le jardin du Luxembourg.

Ils y ont passé la nuit de vent et de neige de mercredi à jeudi, couchés dans la boue, sans autre abri que leurs tentes. Hier, seulement, on leur a apporté de la paille.

Plusieurs cas de congélation se sont produits et plus de vingt militaires ont été envoyés hier matin à l'hôpital.

Et la moitié des casernes sont vides !

Chaque jour, d'ailleurs, nous recevons des délégations des divers régiments... Ces pauvres diables n'ont pas même de quoi manger ! Et ils viennent, avec une douleur naïve qui fait mal, vous demander pourquoi l'autorité militaire les a envoyés à Paris, où il y a trois cent mille gardes nationaux pour maintenir l'ordre, — alors surtout qu'on aurait tant besoin d'eux au pays.

Ce qui nous console, c'est que tous ces braves gens ont vu clair, et qu'ils sont tous carrément disposés à fraterniser avec le peuple et à maintenir la République.

Bravo, citoyens soldats !... Nous savons bien que les coupables ne sont pas dans vos rangs... Nous savons ce qu'il y a en vous de patriotisme et de cœur, et le peuple de Paris compte sur ce cœur et ce patriotisme.

La grève des ouvriers tisserands de Roubaix est terminée ; le calme est complètement rétabli et nos industriels fonctionnent comme avant.

Les troupes qui étaient venues de Lille ont quitté Roubaix et la garde nationale a repris son service habituel.

Il sera donc dit, que sous tous les gouvernements, les ouvriers ne pourront se mettre en grève, sans qu'on leur envoie des régiments sur le dos.

Quand donc comprendra-t-on que les ouvriers ont le droit de se réunir sur la place publique et d'y traiter leurs intérêts ?

Quand donc aussi les soldats comprendront-ils qu'ils sont du peuple, et se refuseront-ils à remplir les fonctions de gendarmes ?

A quand la levée de l'état de siège ?

Les Prussiens sont éloignés, le gouvernement n'a donc aucun motif pour maintenir un état de choses exceptionnel, qui devient actuellement injustifiable.

D'un autre côté, l'Assemblée nationale va, sous le plus bref délai, siéger à Versailles, et nous n'avons point entendu dire que le gouvernement ait l'intention de lever l'état de siège dans le département de Seine-et-Oise.

Nous espérons que le premier acte de l'Assemblée sera, s'il lui reste encore quelque ombre de dignité, de prendre une décision qui fasse tout rentrer dans la légalité et dans l'ordre habituel.

Nous lisons dans un journal du soir :

Le parquet du tribunal de Versailles vient d'ordonner une perquisition chez certaines femmes soupçonnées d'avoir entretenu des « relations avec l'ennemi. »

Celles de ces dames qui auront reçu pour prix de leurs faveurs des objets dérobés par les Prussiens, seront mises en état d'arrestation jusqu'à restitution complète de ces objets.

On a saisi aussi l'autre jour un grand nombre de volumes provenant de la bibliothèque de Meudon et marqués au chiffre du dernier habitant du château.

L'officier qui avait fait ce présent à ladite demoiselle, s'est présenté au parquet avant de quitter Versailles, et a expliqué que, d'après le code militaire allemand, tout objet pillé dans une propriété nationale ennemie appartenait à son détenteur.

Il a été facile de faire comprendre à cet officier que Versailles n'était plus gouverné par le code prussien.

## LA GARDE NATIONALE

On nous apprend que notre ami le citoyen Ranvier, ex-maire du 20<sup>e</sup> arrondissement, vient d'être nommé commandant du 163<sup>e</sup>.

Des délégués d'un bataillon de Charonne sont venus, de leur côté, offrir à notre ami Lefrançais le grade de chef de bataillon.

La garde nationale recommence donc à comprendre que des républicains, et des républicains éprouvés, sont seuls dignes d'être ses chefs.

A la bonne heure!

Les gardes mobiles licenciés demandent de toutes parts à être incorporés dans la garde nationale. Nous n'avons pas besoin de leur répéter que cette incorporation est pour eux un droit primordial, incontestable. Tout électeur a le droit et le devoir de faire partie de la milice citoyenne.

Hâtez-vous donc, la République a, plus que jamais, besoin de vous!

Nous insérons avec plaisir la lettre suivante :

Citoyen rédacteur,

Vous avez nommé quelques-uns des bataillons patriotes qui se sont rendus à la Bastille; permettez-moi de vous signaler le patriotisme du 71<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale, qui, lui aussi, a voulu donner une preuve de son dévouement à la République en envoyant une délégation déposer une couronne sur le monument des martyrs de la liberté.

Or, ce bataillon passait pour réactionnaire aux yeux de nos braves faubourgs. Aussi est-ce avec joie que le 172<sup>e</sup> bataillon de Montmartre nous a accueillis, et c'est avec plus franche cordialité que les hommes des deux bataillons, ont défilé autour de la colonne, au cri de : Vive la République, une et indivisible.

Salut fraternel,

E. MORTEROL,  
garde au 71<sup>e</sup> bataillon.  
23, rue Saint-Pétersbourg.

Nous connaissons depuis longtemps l'unanimité des sentiments qui animent la garde nationale. Quoi qu'en ait dit la réaction, et quoi qu'elle ait pu faire, la garde nationale est franchement républicaine. La trahison de

nos gouvernants a aisément réussi à enrôler tout entière sous le même drapeau.

Maintenant que l'union est faite, soyons sûrs qu'elle durera.

Hier soir, vers quatre heures, à la place de la barrière Blanche, les gardes nationaux de Montmartre ont procédé à une razzia des joueurs qui encombraient les abords des baraquements.

En se déplaçant à droite et à gauche, ils ont réussi à envelopper une douzaine dans une ceinture de baïonnettes, et ils les ont conduits au poste de la mairie du dix-huitième arrondissement.

C'est ainsi que les hommes de Montmartre organisent le désordre, le vol et toutes les formes de la désobéissance aux lois.

## COMITÉ CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 15 MARS.

La séance est ouverte au cri trois fois répété de : Vive la République.

Jamais on n'a vu une assemblée plus digne et plus calme que celle qui s'est tenue mercredi dernier au Vaux-Hall. Plus de deux mille personnes assistaient à cette réunion, qui avait pour effet de nommer le comité central définitif en remplacement du comité provisoire.

La séance était présidée par le citoyen Bisson ayant pour assesseur un lieutenant garibaldien.

Après lecture du procès-verbal de la dernière séance, et du rapport de la commission exécutive, plusieurs citoyens prennent la parole sur le principe de révocabilité des chefs de la garde nationale, et l'assemblée déclare ne pouvoir accepter comme général en chef légal, M. d'Aurelles de Paladine.

On propose le citoyen Garibaldi qui est nommé à l'unanimité, moins une voix, au milieu de l'enthousiasme général.

La séance est levée. On se sépare au cri de : Vive Garibaldi et vive la République.

Nous lisons dans le *Défenseur* de Saint-Etienne :

Le journal la *Commune*, en la personne de son gérant, est traduit devant la cour d'assises du département de la Loire, sous l'inculpation de divers délits de presse. Il paraît que, sur les trente-six numéros déjà parus, vingt-cinq sont incriminés.

On sait que, par suite du nouveau régime de la presse, les délits imputés aux journaux doivent être déférés au jury. C'est la première fois que, dans notre département, cette juridiction nouvelle va avoir à statuer sur une semblable accusation.

Pauvre Commune! C'était un titre bien dangereux pour parler politique...

Supprimés ici, et condamnés là-bas!...

Ah! la jolie liberté de la presse que nous a donné la troisième république.

Pauvre, pauvre Commune!... Partout on te tire dessus.

## MANIFESTATIONS EN ALSACE

Nous lisons dans le *Progrès* de Lyon :

Le premier train des blessés revenant d'Allemagne est arrivé à Lyon samedi dernier. Ils étaient 150, dont 40 amputés, tous frappés à Wœrth. Quand ils ont passé à Kehl, l'autorité allemande les y a retenus dans les wagons, pour ne pas leur laisser passer la nuit à Strasbourg, de peur de quelque manifestation française. Mais à trois heures du matin, par une pluie battante, les dames de Strasbourg, averties on ne sait comment, sont arrivées à

pied à la gare de Kehl, portant de pleines corbeilles de linge, de vêtements, de comestibles qu'elles ont distribués en pleurant aux blessés et aux mutilés. Les dames disaient à ceux-ci : Ne nous oubliez pas, parlez de nous en France. Dites-leur bien que nous sommes toujours Français, que nous sommes bien malheureux, mais que nous pensons à eux. Dites-le partout. Au revoir! à bientôt!...

Quand le train arriva à Mulhouse, la même réception attendait nos pauvres soldats, avec moins de larmes peut-être, mais avec une résolution tout aussi énergique. Et sur toute la ligne du chemin de fer ils ont été salués par une double haie de paysans qui agitaient leurs chapeaux, leur envoyaient des baisers et criaient : « Vive la France! Vive la patrie! Au revoir! A bientôt! » Nos zouaves disaient : « C'était comme une revue que nous aurions passée dans tout le pays. Et comment savait-on que nous devions venir? Nous étions les premiers sortis des ambulances prussiennes. Comment le savait-on? Sans doute par cette mystérieuse sympathie qui électrise les peuples opprimés. L'Alsace a appris ce secret de la Pologne et de la Vénétie.

Maintenant il nous est affirmé que le gouvernement est en négociation avec la Suisse et la Belgique pour obtenir de faire passer par ces deux pays tous les convois de blessés et de prisonniers que Strasbourg, Mulhouse et Metz accueilleraient avec la même protestation patriotique.

## CARMAGNOLES

Encore un général!

Nous avons cru que nos revers tueraient à jamais le chauvinisme, et que les culottes de peau et les graines d'épinards perdraient de leur prestige.

Il n'en est rien.

Nous lisons par-ci :

Le maréchal Canrobert, l'homme du boulevard Montmartre, revient en France avec tout son état-major. Et pourquoi faire?

Nous lisons par-là :

Le maréchal Bazaine, le héros du Mexique et de Metz, se porte comme un charme. Et qu'est-ce que ça nous fait!

Enfin, l'*Officiel* nous apprend que le général Valentin est nommé préfet de police.

Du sabre partout, ça nous promet d'heureux jours.

L'*Officiel* ajoute comme pour nous consoler que le successeur de M. Cresson était colonel de la garde républicaine en 48.

Hélas! ça n'a rien de rassurant pour nous. Nous nous souvenons des exploits de la garde républicaine, en juin 48, et tout le monde sait que les municipaux de l'empire, sont aujourd'hui les gardes républicains de 1871.

A deux pas de Satory.

A deux pas de Satory, à Versailles enfin, on vient de dépenser six cent mille francs pour recevoir les ruraux. Six cent mille francs et l'on discute les trente sous des gardes nationaux sous prétexte d'économies.

Encore les Prussiens.

M. Thiers avait écrit en toutes lettres qu'à partir de l'armistice, messieurs les Prussiens ne feraient plus aucune réquisition.

Messieurs les Prussiens sont des barbares et des menteurs. Ils vont même jusqu'à tromper M. Thiers, qui ne leur veut pas de mal.

Ces gredins n'ont ni le respect de la propriété, ni celui des vieillards.

Hier, ils tuaient et pillaient encore à Rouen, aujourd'hui ils menacent Amiens, et comme les drapeaux noirs n'ont pas le don de les égayer, ils imposent une amende de 3,000 fr. à chaque habitant qui sera triste et l'écrira sur sa porte en langue de pompes funèbres.

Comme on le voit, les Prussiens tournent facilement les difficultés. Ce ne sont plus des réquisitions, diront-ils, ce sont des amendes.

Malheureux peuple, tu ne sais pas ce que tu fais!

Le camp de Satory.

Vous comprenez, Parisiens, il y a un camp à Satory et 30,000 hommes qui couchent dedans. On vous dit que c'est pour faire prendre l'air au soldat, parce que les casernes sont malsaines en ce moment. Seulement vous savez que la maison de campagne des représentants de la France, qui traite avec les rois et les barbares est définitivement fixée à Versailles. Or, vous savez ce que ça veut dire. La bonne ville de Versailles délivrée des Prussiens retombe au pouvoir de la réaction. La ville des orgies royales doit être en joie.

C'est bien tard!

Tantôt, j'ai vu arrêter un Prussien sur la place de la Bourse. Merci du peu! trois ou quatre messieurs du quartier le tenaient au collet et le menaient bon train. Le vainqueur ne soufflait pas mot.

C'est justice d'agir ainsi avec ces barbares; mais, cependant, je crois qu'on si prend un peu tard. C'est pendant le siège, c'est au Bourget, c'est à Buzenval qu'il fallait les traiter ainsi, en dépit de même de ceux qui firent sonner la retraite.

Quant à nous, qui félicitons les Parisiens de leur patriotisme, nous craignons bien que M. Tinay s'en fâche tout rouge un de ces quatre matins; car on sait que les autorités prussiennes nous ont déjà écrit à ce sujet.

Donc, je gage qu'avant six semaines, on va forcer, non-seulement à commercer avec les Prussiens, mais encore à adopter les peignets bâtards qu'ils vont laisser en France.

J. B. CLÉMENT.

## AVIS DIVERS

Les réunions de l'Association internationale des travailleurs, section de Montrouge, ont lieu tous les jeudis à sept heures du soir, 110, rue de la Procession.

Les adhésions sont reçues chez le citoyen Portier, 18, rue du Maine, tous les jours, à huit heures du soir.

Association internationale des travailleurs, sections de la gare d'Ivry et de Bercy réunies.

Adresser toute demande d'admission et communication, les jeudis et vendredis, de sept heures à neuf heures du soir, 13, quai de Bercy, au citoyen J. Nostag; les samedis, de sept heures à neuf heures du soir, 12, rue Nationale, treizième arrondissement, au citoyen Simonot.

Les membres de l'Association internationale des travailleurs, section du Faubourg-du-Temple (onzième arrondissement), sont convoqués en assemblée générale, le dimanche 12 mars, à deux heures, rue Saint-Maur, 108.

Association des libres-penseurs, section de Montrouge. — Dimanche prochain, 12 mars, à une heure, très-précise, réunion au local habituel, rue de la Procession, 110.

Les adhésions sont reçues tous les jours chez les citoyens Dabuc et Guérin, 63, rue de l'Ouest et au siège social, les jours de réunion.

ASSOCIATION DES LIBRES-PENSEURS. — Section du Père Lachaise.

Les adhésions sont reçues chez le citoyen Elouis, 51, rue des Amandiers, et chez le citoyen Krill, 86, rue des Amandiers.

Convocation des Lorrains et Alsaciens, dimanche 19 mars, à deux heures, salle de l'Alcazar, 8, Faubourg-Poissonnière.

Le Gérant responsable :

H. ROLLE.